

Questions de ZAD...

lemonde.fr Idées 4/11/2014

A l'image d'Astérix défendant un petit bout périphérique de Bretagne face à un immense empire, les opposants au barrage de Sivens semblent mener une résistance dérisoire à une énorme machine bulldozerisante qui ravage la planète animée par la soif effrénée du gain. Ils luttent pour garder un territoire vivant, empêcher la machine d'installer l'agriculture industrialisée du maïs, conserver leur terroir, leur zone boisée, sauver une oasis alors que se déchaîne la désertification monoculturelle avec ses engrais tueurs de sols, tueurs de vie, où plus un ver de terre ne se tortille ou plus un oiseau ne chante.

Cette machine croit détruire un passé arriéré, elle détruit par contre une alternative humaine d'avenir. Elle a détruit la paysannerie, l'exploitation fermière à dimension humaine. Elle veut répandre partout l'agriculture et l'élevage à grande échelle. Elle veut empêcher l'agro-écologie pionnière. Elle a la bénédiction de l'Etat, du gouvernement, de la classe politique. Elle ne sait pas que l'agro-écologie crée les premiers bourgeons d'un futur social qui veut naître, elle ne sait pas que les « écolos » défendent le « vouloir vivre ensemble ».

Elle ne sait pas que les îlots de résistance sont des îlots d'espérance. Les tenants de l'économie libérale, de l'entreprise über alles, de la compétitivité, de l'hyper-rentabilité, se croient réalistes alors que le calcul qui est leur instrument de connaissance les aveugle sur les vraies et incalculables réalités des vies humaines, joie, peine, bonheur, malheur, amour et amitié.

Le caractère abstrait, anonyme et anonymisant de cette machine énorme, lourdement armée pour défendre son barrage, a déclenché le meurtre d'un jeune homme bien concret, bien pacifique, animé par le respect de la vie et l'aspiration à une autre vie.

A part les violents se disant anarchistes, enragés et inconscients saboteurs, les protestataires, habitants locaux et écologistes venus de diverses régions de France, étaient, en résistant à l'énorme machine, les porteurs et porteuses d'un nouvel avenir.

Le problème du barrage de Sivens est apparemment mineur, local. Mais par l'entêtement à vouloir imposer ce barrage sans tenir compte des réserves et critiques, par l'entêtement de l'Etat à vouloir le défendre par ses forces armées, allant jusqu'à utiliser les grenades, par l'entêtement des opposants de la cause du barrage dans une petite vallée d'une petite région, la guerre du barrage de Sivens est devenue le symbole et le microcosme de la vraie guerre de civilisation qui se mène dans le pays et plus largement sur la planète.

L'eau, qui, comme le soleil, était un bien commun à tous les humains, est devenue objet marchand sur notre planète. Les eaux sont appropriées et captées par des puissances financières et/ou colonisatrices, dérobées aux communautés locales pour bénéficier à des multinationales agricoles ou minières. Partout, au Brésil, au Pérou, au Canada, en Chine... les indigènes et régionaux sont dépouillés de leurs eaux et de leurs terres par la machine infernale, le bulldozer nommé croissance.

Dans le Tarn, une majorité d'élus, aveuglée par la vulgate économique des possédants adoptée par le gouvernement, croient œuvrer pour la prospérité de leur territoire sans savoir qu'ils contribuent à sa désertification humaine et biologique. Et il est accablant que le gouvernement puisse aujourd'hui combattre avec une détermination impavide une juste rébellion de bonnes volontés issue de la société civile.

Pire, il a fait silence officiel embarrassé sur la mort d'un jeune homme de 21 ans, amoureux de la vie, communiste candide, solidaire des victimes de la terrible machine, venu en témoin et non en combattant. Quoi, pas une émotion, pas un désarroi ? Il faut attendre une semaine l'oraison funèbre du président de la République pour lui laisser choisir des mots bien mesurés et équilibrés

alors que la force de la machine est démesurée et que la situation est déséquilibrée en défaveur des lésés et des victimes.

Ce ne sont pas les lancers de pavés et les vitres brisées qui exprimeront la cause non violente de la civilisation écologisée dont la mort de Rémi Fraisse est devenue le symbole, l'emblème et le martyr. C'est avec une grande prise de conscience, capable de relier toutes les initiatives alternatives au productivisme aveugle, qu'un véritable hommage peut être rendu à Rémi Fraisse.

Edgar Morin (Sociologue et philosophe)

slate.fr 6/11/2014

Avant, les écologistes défendaient la planète, maintenant, ils s'occupent des batraciens. Du macro au micro, la restriction du domaine de la lutte marque une défaite pathétique.

«Zone à défendre». Des militants écologistes et d'extrême gauche ont trouvé une nouvelle forme de combat, le «zadisme», l'occupation, parfois violente, de lieux qu'ils veulent préserver. La liste des dites ZAD n'est pas si longue: aéroport de Notre Dame-des-Landes, barrage de Sivens, ferme des Mille vaches, site d'enfouissement nucléaire de Bure, LGV Lyon-Turin, décharge de Nonant-le-Pin, Grand stade de Lyon. Mais l'idée risque d'avoir beaucoup de succès et de s'étendre considérablement, chacun peut facilement trouver, autour de soi, un aménagement à refuser, un marais à défendre, une dune à préserver, un poteau électrique à abattre.

Lorsque les Etats et les dirigeants politiques semblent dépassés et impuissants à changer le monde, pour toute une série de raisons, alors se réfugier dans le zadisme donne le sentiment d'un «faire» et la satisfaction d'une victoire ne serait-elle que locale et symbolique. Le zadisme pourrait être promis à un grand avenir parmi les Français tourneboulés par le Grand changement du monde (mondialisation, technologies, individualisme). Le choix du local, voire du micro-local, trouve une légitimité simple et forte: «Au moins, j'aurais fait ça.» Comme la petite BA qu'on enseignait au catéchisme d'autrefois.

En outre, comme la démocratie représentative est très critiquée pour ne pas «écouter» les citoyens, pour leur donner la parole tous les cinq ans et leur demander de se taire entre chaque élection, retrouver «son mot à dire» pour des citoyens désormais éduqués et informés, donne au zadisme la vertu de concrétiser le concept qui reste bien vague de nouvelle démocratie participative.

Toutes ces raisons font qu'on devrait en entendre parler dans les mois et les années à venir.

Mais le mouvement du zadisme appelle deux remarques.

La première porte sur la violence. Les débats des années 1970 au sein de l'extrême gauche sur la manière de «changer le monde», rejetant la lutte armée ou l'adoptant (Fraction armée rouge ou Brigades rouges), réapparaissent de façon très similaire entre zadistes. Face à la «violence d'Etat», celle des gendarmes, celle, plus largement, de cette grande techno-structure des pouvoirs en place, politiques, économiques, technologiques, recourir à la violence soi-même est-il légitime?

Ce qui est nouveau est la résonance qui rendrait aujourd'hui la violence efficace: le système médiatique adore le sang et les belles images de lacrymogène font toujours le 20 heures. Dès lors la «cause» trouve un écho inespéré pour des sujets micro-locaux et, du coup, les pouvoirs ont tendance à céder devant une telle disproportion entre le petit intérêt de l'équipement en question et son grand risque.

Un José Bové le sait qui a recours à la force contre des lois qu'il conteste (il viole la protection de la propriété privée des champs OGM). Il va chercher jusqu'à Gandhi qui a passé la vie à faire la démonstration de l'efficacité de la non-violence, pour vanter une violence «parfois légitime».

Bref, les zadistes, violents eux-mêmes ou pas, ont une grande tolérance avec leur aile brutale. Mais c'est engager leur mouvement sur une pente incontrôlable. La défense des grenouilles d'un tout petit marais du Tarn ne vaut pas l'enchaînement de tant de brutalités des deux forces en présence et la mort d'un jeune homme.

On discutera à l'infini pour savoir si la violence est légitime pour changer le monde, pour une micro-cause locale, elle ne l'est pas.

La deuxième remarque porte sur l'incroyable diminution de l'objet. Les écologistes défendaient la planète, ils s'occupent des batraciens. Du macro au micro, la restriction du domaine de la lutte marque une défaite pathétique. Alors même que la cause du climat n'a plus guère d'opposants, alors que le danger systémique du réchauffement est confirmé étude après étude, la mouvance écologiste n'en parle pratiquement plus. Les partis Verts officiels se perdent dans leurs luttes intestines, les militants de terrain se concentrent sur les ZAD, les gouvernements oublient le CO2 au profit du chômage, les réunions du Giec qui, hier, faisaient la une des journaux, sont renvoyées en pages intérieures.

On verra ce qui sortira de la grande réunion l'an prochain à Paris, mais les objectifs sont désormais à minima. C'est dommage, les écologistes avaient raison avant les autres, mais au lieu de s'interroger sur le pourquoi de leur échec à inverser la courbe de la température terrestre, au lieu de réfléchir aux raisons économiques, sociales, technologiques de leur impuissance à eux, ils sont les premiers à l'oublier.

La cause écologiste n'a-t-elle plus rien à dire que de se convertir en localisme violent ?

Eric Le Boucher

Liberation.fr 31/10/2014

Jeunes en rupture, utopistes ou paysans, à Nantes ou à Sivens, les mobilisations écologistes autour des «zones à défendre» s'amplifient. Enquête au cœur d'une mouvance disparate.

La décision du conseil général du Tarn, vendredi, de mettre entre parenthèses le chantier du barrage de Sivens enrayera-t-elle les appels à manifester qui s'amplifient partout en France après la mort de Rémi Fraisse il y a une semaine ? Rien n'est moins sûr. La France découvre une révolte qui couve au sein d'une jeunesse en rupture ou de paysans en quête d'un autre monde. Leurs boussoles ? On les trouve du côté du bocage nantais et dans la vallée du Tesco, bientôt à Bure (Meuse) ou de façon éphémère à La ferme des 1 000 vaches à Ducrat (Somme) : elles essaient un peu partout. Les ZAD, «pour zones à défendre», nouveau mode d'action politique collective ? Nouvelles formes de résistances face à un Etat décrié ?

Une galaxie en expansion de militants.

Une nébuleuse s'oppose à ce qu'ils estiment être des «politiques datées, ancrées dans un monde purement productiviste, croissanciste et liberticide», comme le résume un théoricien de ces néomouvements sociaux. Qui sont donc ces «zadistes» et ceux qui les soutiennent ? Esquisse de panorama.

«Mode de vie».

Victoria Xardel habite à quelques kilomètres du site du (futur ?) barrage de Sivens, dans le Tarn. Elle n'aime pas l'acronyme ZAD, «peu imagitatif». Mais elle y voit l'outil idéal pour «réconcilier ceux qui voulaient s'extraire d'un monde qui leur déplaisait et ceux qui voulaient le combattre». La vingtaine tout juste passée, elle publie depuis une semaine « Sans aucune retenue », une page

d'information et de réflexion quotidienne sur la lutte des zadistes contre le barrage. Elle trouve un point commun aux différentes ZAD : occuper le terrain face aux «grands projets d'aménagement du territoire dans les arrière-pays ruraux, précisément là où certains étaient venus se réfugier». Autre similitude, le prénom que se donnent les militants pour répondre aux médias, guère appréciés. Ils ont choisi Camille - même si Rémi est désormais l'autre prénom donné aux policiers qui les interpellent ou les mettent en garde à vue -, qui a l'avantage de coller aussi bien pour les filles que pour les garçons. «Camille», donc, un grand roux basé à Sivens depuis plusieurs mois, l'assure : les ZAD incarnent un «mode de vie». Tout court. Pas une «alternative». «Notre façon de vivre devrait être tolérable du moment qu'on a la capacité de vivre avec les autres et de les accepter.» Pour lui, les ZAD «récupèrent toute la société et tout ce qu'elle produit : on n'a pas de service d'ordre, on ne demande pas de carte d'identité à l'entrée.»

Vigies.

A l'origine, il y a les lanceurs d'alerte. Ils mènent le travail de veille, de décortilage et de contre-expertise de ces projets d'aménagement du territoire tant contestés. A Notre-Dame-des-Landes (NDDL), la tâche est revenue à l'Acipa, l'association des riverains concernés par le projet d'aéroport. Son porte-parole, Julien Durand, est un éleveur laitier à la retraite, un ex de la Confédération paysanne. Hier, il était engagé pour la sauvegarde des terres agricoles. Aujourd'hui, il entreprend «d'arracher des infos à la préfecture», «monte des dossiers», bataille de longues années auprès des tribunaux. Puis il voit arriver les premiers zadistes à Notre-Dame-des-Landes. Une cohabitation parfois difficile. «Au début, il y a eu beaucoup de problèmes avec leurs chiens, qui se baladaient librement, alors qu'il y a du bétail partout. Il a fallu faire comprendre que des barrières, ça se referme.» Les différences de fonctionnement entre associatifs «classiques» et autonomes «hétérodoxes» finissent par s'aplanir. Surtout que les deux parties ont des intérêts communs. Les «squatteurs» aimantent parfois l'attention médiatique. Ils occupent aussi le terrain, tiennent tête aux forces de l'ordre, repoussent le début des travaux, résistent aux tentatives d'expulsion. Indispensable quand les recours devant les tribunaux sont rejetés les uns après les autres. Même scénario à Sivens. L'examen attentif du projet de barrage a été mené par Ben Lefetey, ex-militant des Amis de la Terre, et son collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet. Un travail salué par les zadistes, même si certains déplorent une inclination un peu trop «légaliste». Quand, pour d'autres, la légitimité d'y résister passe par une désobéissance plus radicale.

Les lanceurs d'alertes, ce sont aussi les vigies, les «orga» : ces ONG environnementales qui, très vite, ont identifié des zones en péril avant d'être des zones à défendre. Qui vivent de plus en plus mal la promotion systématique par l'Etat de projets qu'ils jugent «illégaux et illégitimes». Le 1er juin 2014, une campagne d'action d'un an a ainsi été lancée (Bure 365), et plus si affinités, contre le Cigeo, le centre de stockage «réversible» de déchets radioactifs dans la Meuse.

Florent Compain, président des Amis de la Terre, en est l'un des co-animateurs. «A Bure, il n'y pas encore de ZAD en temps que tel, car il en faudrait plusieurs pour être vraiment efficace tant le territoire à défendre est dispersé.» Celui qui, comme beaucoup dans les ZAD, tente de concilier luttes locales et campagnes internationales, est surtout indigné par la «violence» sans discernement, «la répression», dit-il, qui s'abat sur tous ceux «qui ne se résignent pas». «Beaucoup de militants d'action de désobéissance civile non violente ont été blessés, parfois grièvement, dans des actions contre le nucléaire, où on se retrouvait 50 face à 150 Robocops. Du coup, ils sont passés à d'autres modes d'actions, plus directs, et (parfois) plus violents.» Plutôt que de mettre en avant la violence zadiste, s'agace Florent, il faudrait «se poser la question de savoir pourquoi se développe cette radicalité».

Florent Compain l'assure : «Le sentiment d'injustice et la répétition des humiliations face aux forces de l'ordre poussent à la radicalisation car, pour beaucoup, et de plus en plus de jeunes, c'est le seul moyen de créer un rapport de force face à des politiques qui donnent l'impression d'obéir aux multinationales.» C'est ainsi qu'on peut très bien militer à Attac ou Greenpeace, et revêtir parfois une capuche noire pour aller défier les forces de l'ordre dans des actions de Black Blocs.

Voisinage.

Attaquer ou se défendre à coup de jets de pierre ou de cocktail Molotov, détruire des vitrines de banques ou de multinationales, symbole d'un capitalisme honni : les frontières peuvent être floues, sinon fluides. «Le vandalisme de mobilier urbain, ce n'est pas nous, ce sont de simples casseurs, comme il y en a dans plein de manif», dit un partisan de l'attaque des symboles du système. «Il n'y a pas les gentils Bisounours d'un côté, qui se déguisent en arbres vivants, et les méchants masqués, qui caillaient des flics : ce raisonnement simpliste tient de la construction médiatique», résume néanmoins un anarcho-libertaire. Les Amis de la Terre ont assuré, après la mort de Rémi Fraisse, jeune botaniste de 21 ans : «Les casseurs sont ceux qui détruisent les espaces écologiques à protéger et non pas Rémi Fraisse, ni aucun de ceux qui s'y opposent.»

Les Zadistes ? Ils ne détestent rien tant que d'être «étiquetés», «caricaturés», «dénaturés». La jonction avec le monde paysan, comme avec des «orgas» classiques, «tient la route», souffle l'un d'eux. Une autre, encore une Camille, résume : «Les expulsions de l'opération César en octobre 2012 ont montré aux associations citoyennes que les clivages violence/non-violence s'effaçaient devant la solidarité et l'efficacité d'une résistance physique à la police, que les divers modes de résistance servaient la lutte.» Même la manif du 22 février à Nantes, «où l'accent a été mis sur la casse, ajoute une zadiste, n'a pas divisé le mouvement, malgré les efforts du préfet, des ministres et des politiques locaux». «Alors qu'il y a eu trois personnes qui ont perdu un œil à cause de flash-balls», précise une autre, «et 520 tracteurs et 40 000 personnes».

Les occupants assurent tout faire pour maintenir de bonnes relations avec le voisinage. «Quoi qu'il arrive, on va continuer à vivre ici, illustre Victoria Xardel, au Testet. On a besoin de continuer à se parler.» Le message n'est pas toujours facile à faire entendre dans cet «archipel de petits groupes», cet écosystème de milieux sociaux divers (étudiants, chômeurs, anciens salariés, jeunes paumés), cette constellation de groupes, hackers, clowns activistes, anars. «Mais aussi anticapitalistes, antifa, vegan, féministes», décrit Aurélien. «Et adeptes de la préservation des surfaces agricoles, naturalistes, antispécistes, amoureux des arbres», ajoute un autre. Des trajectoires mouvantes, qui circulent parfois d'une ZAD à l'autre, pour quelques jours, quelques semaines, avant de retourner à une vie «normale». Ou pas.

«Babylone».

A Notre-Dame-des-Landes, la vie de cette communauté très souvent en mouvement de plusieurs centaines de personnes s'organise autour d'AG permanentes, où l'on débat des initiatives à prendre et de la vie collective. Mais pas question d'imposer quoi que ce soit. L'autogestion prime. «Le conflit crée le débat, espère Camille. L'idée de cet endroit, c'est tendre vers la compréhension de chacun.» Lui est passé à plusieurs reprises par NDDL avant de venir s'installer à Sivens : «Il y avait du monde sur place et je n'étais pas encore prêt à habiter sur une ZAD.» Comme beaucoup, il a décidé de quitter la «société marchande» à laquelle il a longtemps participé, comme maître d'hôtel. «Le jeu était faussé.» Cette société normative dont les zadistes ne veulent plus, ils l'appellent «Babylone». Ils jugent que la démocratie représentative est une «mascarade», brûlent parfois leur carte d'électeurs, dénoncent le «productivisme», le «culte des choses inutiles». «A NDDL, j'ai participé à la radio pirate, cultivé des champs, construit des fours et des cabanes», détaille un jeune qui dit s'appeler «vraiment Camille». «Je veux apprendre à me servir de mes dix doigts et arrêter le superflu.» Un autre y cherche un «écosystème» proche de la nature, «où toute méthode d'autorité et de violence est proscrite».

La violence, justement, est un débat récurrent entre les zadistes. Tous se disent victimes de la «violence d'Etat». Ils racontent avec la même indignation les «humiliations» subies, le «harcèlement» des forces de l'ordre qui insultent, frappent, brûlent les affaires. Comment y répondre ? Au Testet, Camille estime que la confrontation physique du week-end dernier n'était pas indispensable - «elle ne l'est jamais». Pour freiner l'avancée des travaux, il aurait voulu que des centaines de militants «occupent pacifiquement les arbres, mais on n'était pas assez nombreux.» D'autres refusent de toujours de «tendre l'autre joue». A chacun, de se joindre - ou non - aux Blacks Blocs, mode d'action qui accepte et/ou cherche la confrontation directe. Mais «toujours tolérer les autres formes de résistance». «Le modèle, en France, si on veut avoir bonne

presse, c'est la lutte sociale pacifiste», regrette Victoria. Elle prône une «action directe intelligente» : «S'enterrer sur le chemin des engins de travaux, faire des barricades, des tours.» Et balaye, une fois de plus, la distinction entre «gentils opposants et méchants casseurs». Pour elle, cet ensemble est mouvant. «Cela oscille en fonction du moment, de l'humeur, de l'attitude en face.» Aurélien approuve : «Rémi Fraisse était non-violent, mais il a été pris dans une tension en se rendant compte que l'Etat de droit est un mensonge.» Et de s'interroger : «Jeter des pierres et des canettes sur des Robocops, est-ce vraiment de la violence ?»

Palettes.

La suite ? Dans la vallée du Tescou, Certains souhaiteraient s'installer de manière durable, viser «l'autosubsistance», «transmettre les savoirs». D'autres voudraient plutôt «rendre le lieu à la nature». A NDDL, les «Sème ta ZAD», lancé en avril 2013 pour la culture de parcelles collectives, est désormais une assemblée hebdomadaire qui tente «d'inventer l'avenir». «L'Acipa envisage une "zone d'expérimentation" avec le Larzac en mémoire, nous une ZAD pour Zone d'autonomie définitive, et il n'est pas question d'aller s'installer ailleurs», résume Camille. Une porte-parole l'assure, «on vit ensemble, on n'a pas envie de changer de voisins, même si on aime beaucoup certains, d'autres pas trop. C'est naturel. On construit en dur, socialement et physiquement. On va en faire une zone logistique de soutien à d'autres luttes, de production vivrière pour nous, pour des cantines populaires ailleurs, en soutien aux migrants à Calais ou à d'autres zones plus que jamais en lutte, comme le Testet.»

Les ZAD attirent aussi désormais des gars que rien n'y prédestinait. Comme Hugo, venu d'Albi avec sa vieille bagnole brinquebalante, le coffre chargé de palettes. Il n'a appris l'existence du Testet qu'il y a quatre jours lors d'une manifestation devant la préfecture du Tarn. «J'avais plutôt une bonne opinion des forces de l'ordre, mais ils ont agi comme si les gens étaient des terroristes. J'ai regardé des vidéos sur Internet et je pense que les zadistes défendent une noble cause. Ils travaillent dur, bénévolement. J'ai décidé de les aider.»

Tout comme les paysans locaux, et ce, depuis le début. Eux apportent leur soutien logistique et leur expérience des luttes politiques aux zadistes. En fournissant de la nourriture et du matériel au cœur de l'hiver, en multipliant des barrages de tracteurs pour protéger les habitations de fortune des squatteurs... En s'investissant, aussi, dans des projets à plus long terme, comme lorsqu'ils ont participé au lancement d'un jardin maraîcher visant à nourrir ceux de la ZAD.

A Sivens, si certains agriculteurs soutiennent le projet de barrage (Libération du 30 octobre), d'autres le jugent inutile. Tel Rémi Serres, juché sur son tracteur. A 75 ans, il se présente comme un «repenti de l'agriculture productiviste». «J'ai fait la guerre d'Algérie, mais j'ai sûrement tué plus de gens avec les pesticides et insecticides que j'ai mis dans mes champs.» Quand les forces de l'ordre sont arrivées sur le site, début septembre, il a tenté de leur barrer la route avec tracteur et bœufs, sans trop de succès. «Aujourd'hui, j'apporte de la nourriture aux zadistes, je pousse de la terre avec mon tracteur, ça leur évite quelques coups de pioche». Ces jeunes, Rémi «les admire, les embrasse» : «Ils veulent changer la société. Ils ont raison.»

Divergences.

Les rapports avec les «occupants» de la ZAD sont parfois mouvementés : mais ce qui les rassemble est plus fort que ce qui les oppose. «Malgré des engueulades parfois sévères, les confrontations sont enrichissantes, chacun entend les positions, les modes d'action de l'autre et les respecte», raconte Vincent Delabouglise, du collectif de paysans Copain. Il dit aussi : «Dans les résistances aux expulsions, les occupations de fermes, les différences sont plus facilement lissées face à l'objectif et l'intérêt évident de la cohésion. En ce moment, on discute du devenir des terres, l'ennemi est plus loin». Il ne nie pas les divergences entre les groupes, loin de là. «Les dissensions prennent plus d'importance entre ceux qui sont pour une lutte frontale contre le système, la propriété, et qui sont systématiquement contre l'Etat, l'autorité, et nous qui voulons développer des projets agricoles en maintenant le contact avec les instances agricoles, les réunions à la chambre d'agriculture.»

Tous l'assurent, ou presque : «Il y a une confiance mutuelle même si c'est toujours relativement fragile.» «Méfiants au départ, les paysans et associatifs ont reconnu la détermination, le courage même des occupants vivant dans des conditions précaires, assure Thierry Gauchet, apiculteur à la retraite près de Nantes. Et même en n'étant pas forcément d'accord, ces «historiques» ont été «obligés de reconnaître que c'est vachement efficace, cette résistance face aux forces de l'ordre. S'ils n'avaient pas été là, la forêt aurait été ratiboisée, comme au Testet.» Certains occupants ont donné des coups de main à la traite des vaches quand des paysans étaient à des manifs - «on a appris à se connaître».

Un militant le martèle : «Même s'ils dénigrent les études et les contre-expertises associatives, les partisans de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes tentent de les considérer comme respectables, pour tenter une distinction avec les zadistes qui, eux, ne seraient pas respectables, avec qui on ne peut pas et on ne doit pas discuter. Mais la division ne marche pas. Zadistes et associations mesurent très bien et préservent leurs intérêts réciproques. Il y a un grand respect, malgré les points d'entrée différents dans la lutte...» Un autre éleveur l'assure : «Certains des occupants sont en pleine utopie, arrivant comme s'ils étaient dans une zone vide, où seules leurs règles importeraient. Mais on trouve des solutions». Et on rêve à voix haute d'autonomie durable.

Christian LOSSON, Nicolas de LA CASINIÈRE (à Nantes) et Sylvain MOUILLARD (à Sivens)
libération.fr 31/10/2014